



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

**Contrats publics
AUTORISATION OU
RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION
DE CONTRACTER / SOUS-CONTRACTER
AVEC UN ORGANISME PUBLIC**

Afin de vous aider à remplir ce formulaire, un Guide à l'intention des entreprises est disponible sur le site Web de l'Autorité, au www.lautorite.qc.ca, à la section « Contrats publics ».

Partie 1 – Information générale

1.1 Identification du type de demande

Veuillez cocher la raison pour laquelle vous remplissez ce formulaire :

- ☒ Demande de délivrance d'une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public
- ☐ Demande de renouvellement d'une autorisation de contracter/sous-contracter avec un organisme public

Partie 2 – Identification et coordonnées de la demanderesse

2.1 Nom complet

Veuillez indiquer le nom complet de l'entreprise tel qu'il figure au registre maintenu par le Registraire des entreprises du Québec. S'il s'agit d'une entreprise individuelle, veuillez indiquer vos noms et prénoms. Si l'entreprise a un nom français et un nom anglais, veuillez indiquer les deux noms :

LEGD INC.

2.2 Numéro d'entreprise du Québec (NEQ)

Veuillez indiquer le numéro d'entreprise du Québec (NEQ) attribué par le Registraire des entreprises :

1163560411

AMF 16AUG18 10:14



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

**Contrats publics
AUTORISATION OU
RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION
DE CONTRACTER / SOUS-CONTRACTER
AVEC UN ORGANISME PUBLIC**

2.3 Adresse du siège¹

521 ROLAND-GODARD

N°	Rue	Bureau
SAINT-JÉRÔME		QUÉBEC
Ville		Province / État
J7Y 5C6	CANADA	
Code postal	Pays	Site Web (facultatif)
Téléphone principal : (450) 565 - 6636		Télécopieur : (450) 565 - 6443

2.4 Adresse de correspondance

☒ Cochez cette case si l'adresse de correspondance est la même que celle du siège. Sinon, veuillez indiquer ci-dessous l'adresse de correspondance :

N°	Rue	Bureau
Ville		Province / État
Code postal	Pays	Site Web (facultatif)
Téléphone principal : () -		Télécopieur : () -

2.5 Langue de correspondance

Français ☒ Anglais ☐

¹ Une case postale n'est pas une adresse acceptable pour le siège.



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

**Contrats publics
AUTORISATION OU
RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION
DE CONTRACTER / SOUS-CONTRACTER
AVEC UN ORGANISME PUBLIC**

2.6 Forme juridique

Veuillez indiquer la forme juridique de l'entreprise (veuillez cocher une seule case) :

Personne physique ☐
exploitant l'entreprise

Société ☒

Personne morale ☐

Autre ☐

2.7 Nombre d'actionnaires ou d'associés

Veuillez indiquer le nombre total d'actionnaires (actions votantes) ou d'associés de l'entreprise :

→ 2

2.8 Nature des activités

Veuillez indiquer la nature des activités de l'entreprise, tel que décrit au registre maintenu par le Registraire des entreprises du Québec :

TRAVAUX D'ASPHALTAGE (ROUTES, RUES ET PONTS)

2.9 Numéro d'attestation de Revenu Québec

Veuillez indiquer le numéro d'attestation attribué par Revenu Québec :

2.10 Numéro de licence de la Régie du bâtiment du Québec (RBQ)

Veuillez indiquer le numéro de licence (RBQ) attribué par la Régie du bâtiment du Québec :

8331-7917-02



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

**Contrats publics
AUTORISATION OU
RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION
DE CONTRACTER / SOUS-CONTRACTER
AVEC UN ORGANISME PUBLIC**

2.11 Autres noms

Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle ou a-t-elle eu un ou des noms commerciaux autres que celui indiqué à la section 2.1?

Oui ☒ Non ☐

Si vous avez répondu « oui », veuillez indiquer tous les noms se trouvant actuellement à la section « Autres noms » de l'immatriculation au Registraire des entreprises ainsi que tous les autres noms sous lesquels l'entreprise a exercé ses activités depuis les cinq dernières années :

Noms actuels :

LEGD INC.

Noms antérieurs :

LES ENTREPRISES GUY DESJARDINS INC.

LES CONSTRUCTIONS ET PAVAGES TREMBLANT

Partie 3 – Information sur le contrat (si applicable)

Si vous faites une demande de délivrance d'autorisation, veuillez fournir l'information suivante :

Le numéro de l'appel d'offres : _____

La valeur estimée du contrat ou du sous-contrat : _____

La date limite pour le dépôt des soumissions ou, selon la plus éloignée, celle prévue à l'appel d'offres concernant l'autorisation requise :

Si la demanderesse fait partie d'un consortium, veuillez en indiquer le nom :

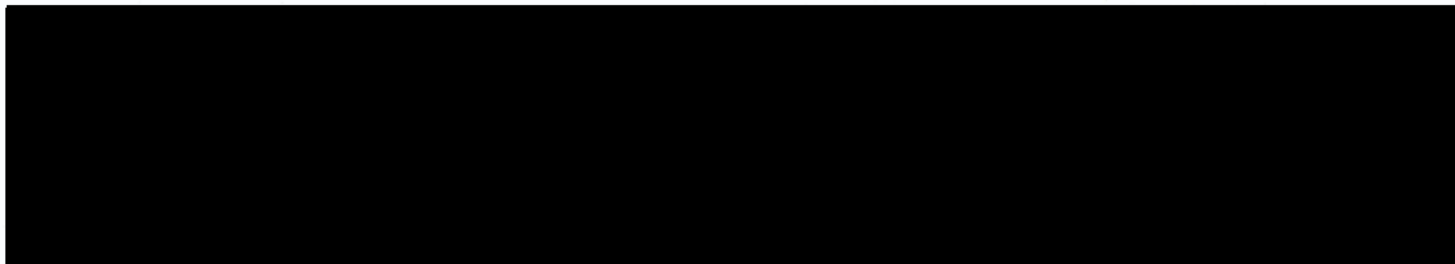


Partie 4 – Information sur le répondant

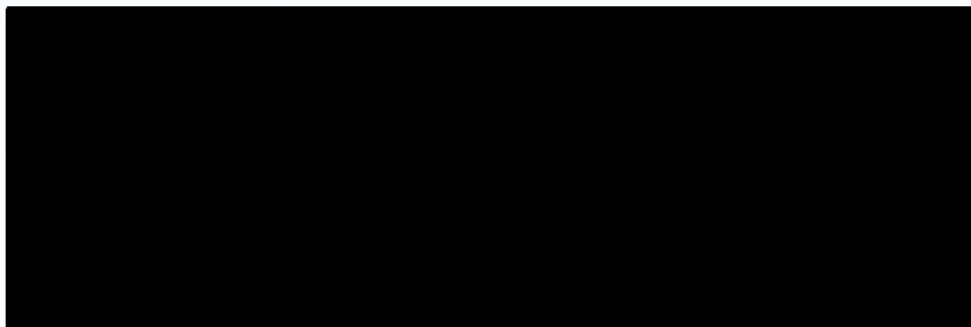
L'entreprise qui souhaite conclure un contrat avec un organisme public doit nommer une personne physique qui agit à titre de répondant en vertu de l'article 21.23 de la *Loi sur les contrats des organismes publics* :

« La demande d'autorisation doit être présentée à l'Autorité par la personne physique qui exploite une entreprise individuelle, par un administrateur ou par un dirigeant dans le cas d'une personne morale ou par un associé dans le cas d'une société. Celui qui présente la demande agit à titre de répondant pour l'application du présent chapitre. »

4.1 Identification du répondant



4.2 Fonctions du répondant au sein de l'entreprise





**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

**Contrats publics
AUTORISATION OU
RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION
DE CONTRACTER / SOUS-CONTRACTER
AVEC UN ORGANISME PUBLIC**

4.3 Adresse de résidence du répondant

[Redacted area for address of residence]

4.4 Adresse de correspondance du répondant

[Redacted area for address of correspondence]



Partie 5 – Déclaration de la demanderesse

Section I – Déclaration

Veuillez répondre aux questions suivantes :

1. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*?

Si « oui », veuillez fournir les informations sur cette ou ces infractions à la section II du présent formulaire.

2. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été poursuivie ou déclarée coupable de toute autre infraction de nature criminelle ou pénale dans le cours de ses affaires?

Si « oui », veuillez fournir les informations sur cette ou ces infractions à la section II du présent formulaire.

3. Au cours des cinq dernières années, l'entreprise a-t-elle été déclarée coupable par un tribunal étranger, d'une infraction qui, si elle avait été commise au Canada, aurait pu faire l'objet d'une poursuite criminelle ou pénale en vertu d'une infraction prévue à l'annexe I de la *Loi sur les contrats des organismes publics*?

Si « oui », veuillez fournir les informations sur cette ou ces infractions à la section II du présent formulaire.

4. Au cours des deux dernières années, l'entreprise a-t-elle fait l'objet d'une décision de suspension de travaux, exécutoire en vertu de l'article 7.8 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction*?

Si « oui », veuillez fournir des détails ci-dessous :



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

**Contrats publics
AUTORISATION OU
RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION
DE CONTRACTER / SOUS-CONTRACTER
AVEC UN ORGANISME PUBLIC**

5. Au cours des deux années précédentes, l'entreprise a-t-elle été condamnée par un jugement final à payer une réclamation fondée sur le paragraphe c.2 du premier alinéa de l'article 81 de la *Loi sur les relations de travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction* (chapitre R-20)?

Si « oui », veuillez fournir des détails ci-dessous :

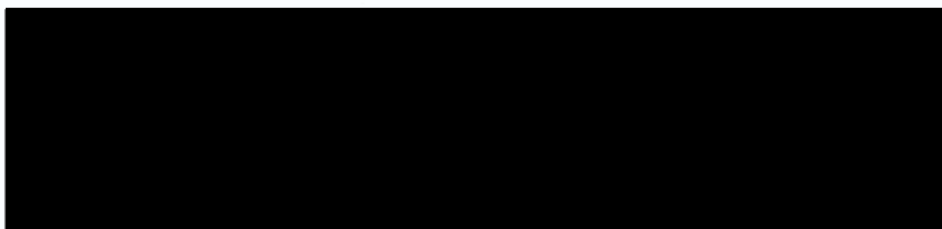
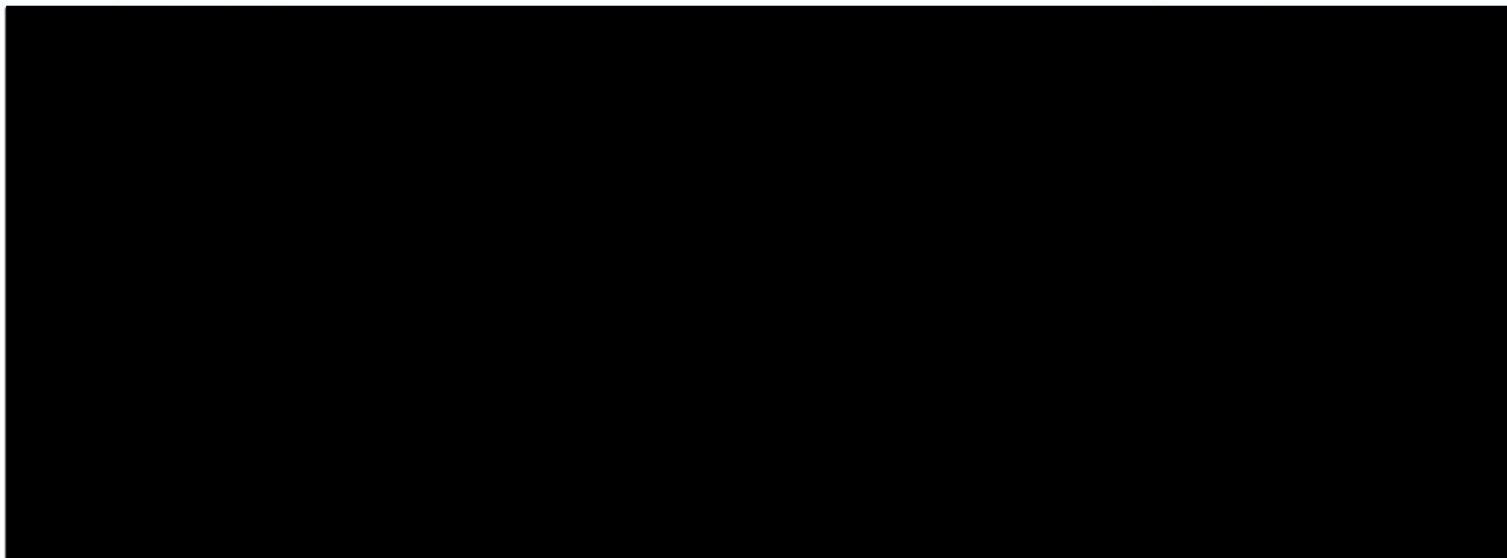
6. Existe-t-il une information que vous aimeriez transmettre et qui serait susceptible d'intéresser l'Autorité des marchés financiers pour la présente demande?

Si « oui », veuillez fournir des détails ci-dessous :

08-08-2016

Date

Section II – Information sur les infractions



08-08-2016

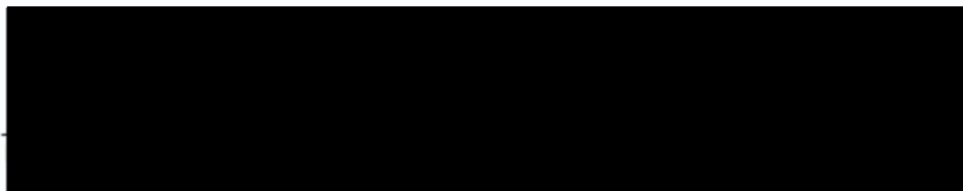
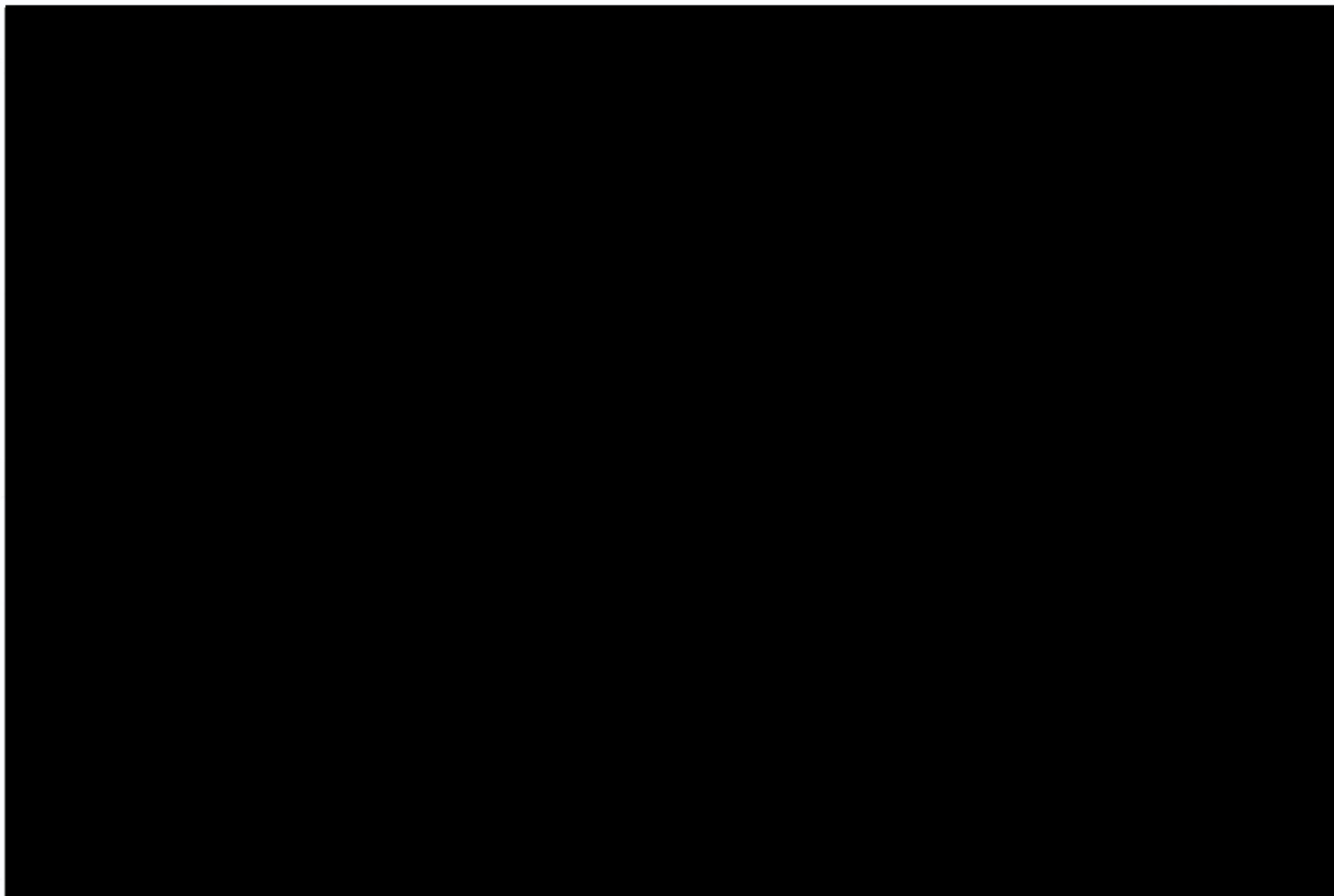
Date



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

**Contrats publics
AUTORISATION OU
RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION
DE CONTRACTER / SOUS-CONTRACTER
AVEC UN ORGANISME PUBLIC**

Section III – Information sur les interdictions en vertu des lois électorales



08-08-2016

Date



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

**Contrats publics
AUTORISATION OU
RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION
DE CONTRACTER / SOUS-CONTRACTER
AVEC UN ORGANISME PUBLIC**

Partie 6 – Signature

Je déclare avoir lu et compris les questions ou les énoncés de la présente demande.

Je déclare que tous les renseignements présentés dans la présente demande sont véridiques et complets.

Je reconnais que l'Autorité transmet au commissaire associé aux vérifications nommé conformément à l'article 8 de la *Loi concernant la lutte contre la corruption* (chapitre L-6.1), les renseignements obtenus afin que celui-ci effectue les vérifications qu'il juge nécessaires pour donner à l'Autorité un avis à l'égard de l'entreprise visée par la demande d'autorisation, le tout en application de la *Loi sur les contrats des organismes publics* (chapitre C-65.1; 2012, chapitre 25) (la « LCOP »).

Je comprends que toute déclaration fausse ou trompeuse constitue une infraction prévue à l'article 27.5 de la

08-08-2016

Date

L'Autorité vous avise que dans l'éventualité où l'entreprise procèderait au retrait de la présente demande, à toute étape du processus, le Secrétariat du Conseil du trésor de même que les organismes publics concernés seront informés.

Partie 7 – Consentement additionnel

Pour l'entreprise qui n'est pas constituée en vertu d'une loi du Québec et n'y a pas son siège ni d'établissement où elle exerce principalement ses activités, le consentement suivant est demandé en vertu des paragraphes 1° et 2° de l'article 5 du *Règlement de l'Autorité des marchés financiers pour l'application de la Loi sur les contrats des organismes publics* :

Je consens à ce que le commissaire associé aux vérifications communique les renseignements transmis à tout corps de police local ou source locale d'informations ainsi qu'aux autorités fiscales locales mentionnées à l'article 5 du *Règlement de l'Autorité des marchés financiers pour l'application de la Loi sur les contrats des organismes publics*, et reçoive tout renseignement nécessaire à ces vérifications. Pour l'application de l'article 5 de ce règlement, la localité de l'entreprise et des personnes visées est la province ou le territoire canadien ou l'État où l'entreprise exerce principalement ses activités ou, dans le cas d'une personne physique, son domicile.

08-08-2016

Date



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

**Contrats publics
AUTORISATION OU
RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION
DE CONTRACTER / SOUS-CONTRACTER
AVEC UN ORGANISME PUBLIC**

Partie 8 – Documents à fournir

Partie 9 – Transmission du formulaire

Veillez noter que l'Autorité n'accepte pas les bordereaux de paiement par courriel ou par télécopieur.

Veillez donc faire parvenir ce formulaire, ainsi que le paiement et les documents requis, par la poste à l'adresse suivante :

Autorité des marchés financiers
Direction des contrats publics et des entreprises de services monétaires
Place de la Cité – Tour Cominar
2640, boul. Laurier, bureau 400
Québec (Québec) G1V 5C1

Pour toute question liée à ce formulaire, veuillez communiquer avec un agent de notre Centre d'information en composant le 1 877 525-0337.